

Le 20 mars 2019

Le samedi 16 mars 2019 a marqué du sceau de l'infamie et du scandale l'acte XVIII des gilets jaunes.

Les épreuves qu'ont dû encore une fois subir les fonctionnaires de police ne sont pas dignes d'un état républicain. La vase anarchiste, contestataire, anti Etat et anti police est montée à son niveau le plus élevé depuis des décennies.

Pour faire face à ces hordes dégénérées et sans limites, le dernier rempart républicain qu'est la Police Nationale n'a pu se déployer comme il aurait dû.

Nos collègues mobilisés depuis des semaines ont dû parfois rester spectateur du désastre.

Heureusement certains d'entre eux ont pu aller au-delà en sauvant la vie d'adultes et d'enfants dans un immeuble livré aux flammes d'un incendie provoqué par des manifestants enragés et aveuglés par la haine.

MAIS COMMENT NOUS CONSIDÈRE-T-ON ?

Jusqu'à quand les officiers de police vont-ils devoir sacrifier leur vie personnelle ?

Jusqu'à quand vont-ils devoir attendre le vendredi soir pour enfin être fixés sur leur sort le week-end ? Depuis 18 semaines les directions ne sont toujours pas en capacité d'organiser les dispositifs dès le mercredi, et si cela arrive le TG sera de toute façon modifié plusieurs fois !

Jusqu'à quand les officiers vont-ils devoir aller à l'IGPN pour répondre de faits qui ne seront sans doute au final pas répréhensibles mais pour lesquels l'Administration veut se donner bonne conscience ?

Et jusqu'à quand va-t-on attendre l'acte de trop ? Celui qui verra l'un ou l'une d'entre nous tomber définitivement. Celui ou celle dont la plaque commémorative sera souillée par ceux qui aujourd'hui sont laissés libre de casser, détruire, blesser et tenter de tuer !!

LES OFFICIERS VEULENT ÊTRE CONSIDÉRÉS À HAUTEUR DE LEUR ENGAGEMENT. LES O.S. DU CORPS DE COMMANDEMENT QUI REPRÉSENTENT 92 % DES OFFICIERS ATTENDENT TOUJOURS D'ÊTRE REÇUES PAR LE MINISTRE ALORS QU'IL S'ÉTAIT ENGAGÉ À LE FAIRE À L'ÉCHÉANCE DU DÉBUT FÉVRIER...

Nous sommes engagés corps et âmes depuis le début. Les officiers commencent avant les autres, terminent après les autres et sont soumis à une pression infernale sur le terrain. Ils sont les garants de la bonne tenue des dispositifs et de la déontologie des modalités d'intervention.

QUELLE RÉCOMPENSE À PART LES EMMERDEMENTS ?

Faut-il bloquer les commissariats ? Engorger les files d'attente aux aubettes dans les aéroports ? Cesser toute action de police (enquêtes, filatures, moyens techniques ...) au-delà des heures légales de prise de service ? S'il le faut nous savons faire !

LA COUPE EST PLEINE ! MARRE D'ÊTRE ESSORÉS, RINCÉS ET MÉPRISÉS.

Comme si cela ne suffisait pas, l'administration nous annonce des recrutements d'officiers pléthoriques non prévus (deux promotions d'officiers de police en 2020 !!!) au détriment de recrutements de gardiens de la paix et d'ADS !!! Nous devrions être la variable d'ajustement dans les services en manque d'OPJ ?

MONSIEUR LE MINISTRE, SYNERGIE-OFFICIERS VOUS A EXPOSÉ SES DEMANDES, IL VOUS REVIENT DÉSORMAIS D'Y RÉPONDRE COMME VOUS VOUS Y ÉTIEZ ENGAGÉ.

Le Bureau National